

# TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

---

---

JAARGANG 1953 No. 64

---

---

A. TITEL

*Verdrag tot oprichting van een Europese Organisatie voor  
kernfysisch onderzoek, met Financieel Protocol en Bijlage;  
Parijs, 1 Juli 1953*

**B. TEKST****Convention pour l'établissement d'une Organisation Européenne  
pour la recherche nucléaire**

Les Etats parties à la présente Convention,

Considérant l'Accord portant création d'un Conseil de représentants d'Etats européens pour l'étude des plans d'un laboratoire international et l'organisation d'autres formes de coopération dans la recherche nucléaire, ouvert à la signature à Genève le 15 février 1952;

Considérant l'Avenant prorogeant ledit Accord, signé à Paris le 30 juin 1953;

Désireux, conformément à la section 2 de l'Article III de l'Accord du 15 février 1952, de conclure une Convention pour l'établissement d'une Organisation européenne pour la recherche nucléaire, comportant la fondation d'un Laboratoire international en vue d'exécuter un programme déterminé de recherches de caractère purement scientifique et fondamental concernant les particules de haute énergie;

Sont convenus de ce qui suit:

**Article I***Création de l'Organisation*

1. Il est créé par la présente Convention une Organisation européenne pour la recherche nucléaire (ci-dessous dénommée „l'Organisation”).
2. Le siège de l'Organisation est à Genève.

**Article II***Buts*

1. L'Organisation assure la collaboration entre Etats européens pour les recherches nucléaires de caractère purement scientifique et fondamental, ainsi que pour d'autres recherches en rapport essentiel avec celles-ci. L'Organisation s'abstient de toute activité à fins militaires et les résultats de ses travaux expérimentaux et théoriques sont publiés ou, de toute autre façon, rendus généralement accessibles.
2. En assurant la collaboration prévue au paragraphe 1 du présent Article, l'Organisation se borne aux activités énumérées aux paragraphes 3, 4 et 5 ci-dessous.
3. Le programme de base de l'Organisation comporte:
  - (a) La construction d'un Laboratoire international (ci-dessous dénommé „le Laboratoire”) pour des recherches sur les particules

## Convention for the establishment of a European Organization for Nuclear Research

The States parties to this Convention,

Considering the Agreement opened for signature at Geneva on the fifteenth of February, 1952, constituting a Council of Representatives of European States for planning an international laboratory and organizing other forms of co-operation in nuclear research;

Considering the Supplementary Agreement signed at Paris on the thirtieth of June, 1953, prolonging the said Agreement; and

Desiring, pursuant to section 2 of Article III of the said Agreement of the fifteenth of February, 1952, to conclude a Convention for the establishment of a European Organization for Nuclear Research, including the establishment of an International Laboratory for the purpose of carrying out an agreed programme of research of a pure scientific and fundamental character relating to high energy particles;

Have agreed as follows:

### Article I

#### *Establishment of the Organization*

1. A European Organization for Nuclear Research (hereinafter referred to as "the Organization") is hereby established.
2. The seat of the Organization shall be at Geneva.

### Article II

#### *Purposes*

1. The Organization shall provide for collaboration among European States in nuclear research of a pure scientific and fundamental character, and in research essentially related thereto. The Organization shall have no concern with work for military requirements and the results of its experimental and theoretical work shall be published or otherwise made generally available.
2. The Organization shall, in the collaboration referred to in paragraphe 1 above, confine its activities to those set out in paragraphs 3, 4 and 5 of this Article.
3. The basic programme of the Organization shall comprise:
  - (a) The construction of an International Laboratory (hereinafter referred to as "the Laboratory") for research on high energy particles,

de haute énergie, y compris des travaux dans le domaine des rayons cosmiques. Ce Laboratoire comprendra:

(i) un synchrotron à protons pour des énergies dépassant dix milliards d'électrons-volts ( $10^{10}$ eV);

(ii) un synchro-cyclotron capable d'accélérer des protons jusqu'à environ six cent millions d'électrons-volts ( $6 \times 10^8$ eV);

(iii) l'appareillage auxiliaire nécessaire pour effectuer tout programme de recherches au moyen des machines définies en (i) et (ii) ci-dessus;

(iv) les bâtiments nécessaires pour abriter l'équipement défini en (i), (ii) et (iii) ci-dessus, ainsi que pour l'administration de l'Organisation et l'accomplissement de ses autres fonctions.

(b) Le fonctionnement du Laboratoire spécifié ci-dessus.

(c) L'Organisation et l'encouragement de la coopération internationale dans la recherche nucléaire, y compris la collaboration en dehors du Laboratoire. Cette coopération peut comprendre en particulier:

(i) des études théoriques dans le domaine de la physique nucléaire;

(ii) l'encouragement de contacts entre chercheurs, l'échange de chercheurs, la diffusion d'informations, et des mesures permettant aux chercheurs d'approfondir leurs connaissances et de compléter leur formation professionnelle;

(iii) la collaboration avec les institutions nationales de recherches, auxquelles des conseils peuvent être donnés;

(iv) des recherches dans le domaine des rayons cosmiques.

4. Tout programme supplémentaire doit être soumis au Conseil, mentionné à l'Article IV ci-dessous, et approuvé par celui-ci à la majorité des deux tiers de tous les Etats Membres de l'Organisation.

5. Dans le cadre de son programme de base et de tout programme supplémentaire d'activité, le Laboratoire collabore dans toute la mesure du possible avec les laboratoires et institutions situés sur le territoire des Etats Membres. Dans la mesure compatible avec les buts de l'Organisation, le Laboratoire doit s'efforcer d'éviter tout double emploi avec les recherches poursuivies dans les dits laboratoires ou institutions.

### Article III

#### *Conditions d'Adhésion*

1. Les Etats parties à l'Accord du 15 février 1952, mentionné dans le Préambule à la présente Convention, ainsi que les Etats qui ont contribué en espèces ou en nature au Conseil institué par le dit Accord et pris une part effective à ses travaux, ont le droit de devenir membres de l'Organisation en devenant parties à la présente Convention conformément aux dispositions des Articles XV, XVI et XVII.

including work in the field of cosmic rays. The Laboratory shall consist of:

(i) a proton synchrotron for energies above ten giga electron-volts ( $10^{10}\text{eV}$ );

(ii) a synchro-cyclotron capable of accelerating protons up to, approximately, 600 million electron-volts ( $6 \times 10^8\text{eV}$ );

(iii) the necessary ancillary apparatus for use in the research programmes carried out by means of the machines referred to in (i) and (ii) above;

(iv) the necessary buildings to contain the equipment referred to in (i), (ii) and (iii) above and for the administration of the Organization and the fulfilment of its other functions.

(b) The operation of the Laboratory specified above.

(c) The organization and sponsoring of international co-operation in nuclear research, including co-operation outside the Laboratory. This co-operation may include in particular:

(i) work in the field of theoretical nuclear physics;

(ii) the promotion of contacts between, and the interchange of, scientists, the dissemination of information, and the provision of advanced training for research workers;

(iii) collaboration with and advising of national research institutions;

(iv) work in the field of cosmic rays.

4. Any supplementary programme shall be submitted to the Council referred to in Article IV and shall require approval by a two-thirds majority of all the Member States of the Organization.

5. The Laboratory shall co-operate to the fullest possible extent with laboratories and institutes in the territories of Member States within the scope of its basic and any supplementary programmes of activities. So far as is consistent with the aims of the Organization, the Laboratory shall seek to avoid duplicating research work which is being carried out in the said laboratories or institutes.

### Article III

#### *Conditions of Membership*

1. States which are parties to the Agreement of the fifteenth of February, 1952, referred to in the Preamble hereto, or which have contributed in money or in kind to the Council thereby established and actually participated in its work, shall have the right to become members of the Organization by becoming parties to this Convention in accordance with the provisions of Articles XV, XVI and XVII.

2. (a) L'admission d'autres Etats dans l'Organisation est décidée à l'unanimité des Etats Membres par le Conseil mentionné à l'Article IV.

(b) Tout Etat désireux d'être admis dans l'Organisation en vertu du précédent alinéa le notifie au Directeur. Celui-ci communique la demande aux Etats Membres au moins trois mois avant son examen par le Conseil. Tout Etat ainsi admis devient Membre de l'Organisation en adhérant à la présente Convention, conformément aux dispositions de l'Article XVII.

3. Les Etats Membres participent aux activités de l'Organisation, mais aucun d'eux n'est tenu de contribuer financièrement à des activités autres que celles spécifiées au paragraphe 3 de l'Article II. Un Etat Membre n'a pas le droit de participer aux activités auxquelles il n'a pas contribué financièrement.

4. Les Etats Membres facilitent l'échange des personnes ainsi que des informations scientifiques et techniques utiles à la réalisation du programme de base et de tout programme supplémentaire d'activité de l'Organisation. Toutefois, rien dans ce paragraphe:

(a) n'affecte l'application à toute personne des lois et règlements des Etats Membres concernant l'entrée ou la résidence sur leur territoire ainsi que la sortie de leur territoire, ou

(b) n'oblige un Etat Membre à communiquer ou autoriser la communication d'une information en sa possession, s'il considère une telle communication comme contraire aux exigences de sa sécurité.

#### Article IV

##### *Organes*

L'Organisation comprend un Conseil et un Directeur assisté d'un personnel.

#### Article V

##### *Conseil*

1. Le Conseil est composé de deux délégués au plus de chaque Etat Membre, lesquels peuvent être accompagnés aux réunions du Conseil par des conseillers.

2. Sous réserve des dispositions de la présente Convention, le Conseil:

(a) détermine la ligne de conduite de l'Organisation en matières scientifique, technique et administrative;

(b) approuve le plan détaillé de recherches et décide de tout programme supplémentaire d'activités de l'Organisation;

(c) adopte le budget et arrête les dispositions financières de l'Organisation conformément au Protocole financier, annexe à la présente Convention;

2. (a) Other States may be admitted to the Organization by the Council referred to in Article IV by a unanimous decision of Member States.

(b) If a State wishes to join the Organization in accordance with the provisions of the preceding sub-paragraph, it may notify the Director. The Director shall inform all Member States of this request at least three months before it is discussed by the Council. States accepted by the Council may become members of the Organization by acceding to this Convention in accordance with the provisions of Article XVII.

3. Member States shall co-operate in the work of the Organization except that a Member State shall have no obligation to contribute financially to any activity additional to those specified in paragraph 3 of Article II. A Member State shall not have the right to participate in any activity to which it has not made a financial contribution.

4. Member States shall facilitate, for the purpose of the basic and any supplementary programmes of activities of the Organization, the exchange of persons and of relevant scientific and technical information, provided that nothing in this paragraph shall

(a) affect the application to any person of the laws and regulations of Member States relating to entry into, residence in, or departure from, their territories, or

(b) require any Member State to communicate, or to permit the communication of, any information in its possession, insofar as it considers that such communication would be contrary to the interests of its security.

#### Article IV

##### *Organs*

The Organization shall consist of a Council and a Director assisted by a staff.

#### Article V

##### *The Council*

1. The Council shall be composed of not more than two delegates from each Member State who may be accompanied at meetings of the Council by advisers.

2. The Council shall, subject to the provisions of this Convention,

(a) determine the Organization's policy in scientific, technical and administrative matters;

(b) approve detailed schemes of research and decide on any supplementary programmes of activities of the Organization;

(c) adopt the budget and determine the financial arrangements of the Organization in accordance with the Financial Protocol annexed to this Convention;

(d) contrôle les dépenses, approuve et publie les comptes annuels vérifiés de l'Organisation;

(e) décide de la composition du personnel nécessaire;

(f) publie un rapport annuel;

(g) a tous autres pouvoirs et remplit toutes autres fonctions nécessaires à l'exécution de la présente Convention.

3. Le Conseil se réunit au moins une fois par an et décide du lieu de ses réunions.

4. Chaque Etat Membre dispose d'une voix au Conseil; toutefois un Etat Membre ne peut voter sur une activité prévue dans un programme supplémentaire que s'il a accepté de contribuer financièrement à ce programme supplémentaire ou si ce vote concerne des installations pour l'acquisition desquelles il a versé des contributions.

5. Un Etat Membre n'a pas droit de vote au Conseil si le montant de ses contributions arriérées dépasse le montant des contributions dues par lui pour l'exercice financier courant et celui qui l'a immédiatement précédé. Le Conseil peut néanmoins autoriser un tel Etat Membre à voter s'il estime à une majorité des deux tiers de tous les Etats Membres que le défaut de paiement des contributions est dû à des circonstances indépendantes de sa volonté.

6. Sauf disposition contraire de la présente Convention, les décisions du Conseil sont prises à la majorité simple des Etats Membres représentés et votants.

7. Le Conseil arrête son propre règlement intérieur, sous réserve des dispositions de la présente Convention.

8. La présence de délégués de la majorité des Etats Membres est nécessaire pour constituer un quorum à toute réunion du Conseil.

9. Le Conseil élit un président et deux vice-présidents, dont le mandat est d'un an et qui ne peuvent être réélus plus de deux fois consécutivement.

10. Le Conseil peut créer les organes subsidiaires nécessaires à l'accomplissement des buts de l'Organisation. Le Conseil décide de la création de tels organes et en définit le mandat à la majorité des deux tiers de tous les Etats Membres.

11. En attendant le dépôt de leurs instruments de ratification ou d'adhésion, les Etats mentionnés au paragraphe 1 de l'Article III peuvent se faire représenter aux réunions du Conseil et participer à ses travaux jusqu'au 31 décembre 1954. Ce droit n'inclut pas le droit de vote, à moins que les dits Etats n'aient versé à l'Organisation la contribution prévue au paragraphe (1) de l'Article 4 du Protocole financier, annexe à la Convention.



(d) review expenditures and approve and publish audited annual accounts of the Organization;

(e) decide on the staff establishment required;

(f) publish an annual report;

(g) have such other powers and perform such other functions as may be necessary for the purposes of this Convention.

3. The Council shall meet at least once a year at such places as it shall decide.

4. Each Member State shall have one vote in the Council, except that a Member State shall not be entitled to vote in regard to activities specified in any supplementary programme, unless it has agreed to make a financial contribution to that supplementary programme or unless the matter voted upon relates to facilities to the cost of which it has contributed.

5. A Member State shall have no vote in the Council if the amount of its unpaid contributions to the Organization exceeds the amount of the contributions due from it for the current financial year and the immediately preceding financial year. The Council nevertheless may, by a two-thirds majority of all the Member States, permit such Member State to vote if it is satisfied that the failure to pay is due to conditions beyond the control of the State concerned.

6. Decisions of the Council shall be taken by a simple majority of the Member States represented and voting, except where otherwise provided in this Convention.

7. Subject to the provisions of this Convention, the Council shall adopt its own rules of procedure.

8. The presence of delegates from a majority of Member States shall be necessary to constitute a quorum at any meeting of the Council.

9. The Council shall elect a president and two vice-presidents who shall hold office for one year and may be re-elected on not more than two consecutive occasions.

10. The Council may establish such subordinate bodies as may be necessary for the purposes of the Organization. The creation and the terms of reference of such bodies shall be determined by the Council by a two-thirds majority of all the Member States.

11. Pending the deposit of their instruments of ratification or accession, the States mentioned in paragraph 1 of Article III may be represented at meetings of the Council and take part in its work until the thirty-first of December, 1954. This right shall not include the right to vote, unless the State concerned has contributed to the Organization in accordance with the provisions of paragraph (1) of Article 4 of the Financial Protocol annexed to this Convention.

## Article VI

*Directeur et personnel*

1. (a) Le Conseil nomme un Directeur à la majorité des deux tiers de tous les Etats Membres pour une période déterminée et il peut le licencier à la même majorité. Le Directeur est le fonctionnaire exécutif supérieur de l'Organisation, et la représente dans les actes de la vie civile. Pour l'administration financière de l'Organisation, il se conforme aux dispositions du Protocole financier, annexe à la présente Convention. Il soumet un rapport annuel au Conseil et prend part sans droit de vote à toutes ses réunions.

(b) Le Conseil peut différer la nomination du Directeur aussi longtemps qu'il le juge nécessaire après l'entrée en vigueur de la Convention ou en cas de vacance ultérieure. Le Conseil désigne alors, en lieu de Directeur, une personne dont il détermine les pouvoirs et responsabilités.

2. Le Directeur est assisté du personnel scientifique, technique, administratif et de secrétariat jugé nécessaire et autorisé par le Conseil.

3. Le personnel est engagé et licencié par le Conseil sur la recommandation du Directeur. Les engagements et licenciements sont effectués à la majorité des deux tiers de tous les Etats Membres. Le Conseil peut, à la même majorité, déléguer au Directeur une partie de ses pouvoirs en matière d'engagements et de licenciements. Les engagements sont effectués et prennent fin conformément au règlement du personnel adopté par le Conseil à la même majorité. Les chercheurs qui, sur l'invitation du Conseil, sont appelés à effectuer des travaux dans le Laboratoire, sans faire partie du personnel régulier, sont placés sous l'autorité du Directeur et soumis à toutes règles générales arrêtées par le Conseil.

4. Les responsabilités du Directeur et du personnel en ce qui concerne l'Organisation sont de caractère exclusivement international. Dans l'accomplissement de leurs devoirs, ils ne doivent demander ni recevoir d'instructions d'aucun gouvernement et d'aucune autorité étrangère à l'Organisation. Les Etats Membres sont tenus de respecter le caractère international des responsabilités du Directeur et du personnel et de ne pas chercher à les influencer dans l'accomplissement de leurs devoirs.

## Article VII

*Contributions financières*

1. Chaque Etat Membre contribue aux dépenses d'immobilisation ainsi qu'aux dépenses courantes de fonctionnement de l'Organisation:

(a) pour la période se terminant le 31 décembre 1956, conformément au Protocole financier annexe à la présente Convention, puis,

## Article VI

*Director and Staff*

1. (a) The Council shall, by a two-thirds majority of all the Member States, appoint a Director for a defined period and may, by the same majority, dismiss him. The Director shall be the chief executive officer of the Organization and its legal representative. He shall, in regard to the financial administration of the Organization, act in accordance with the provisions of the Financial Protocol annexed to this Convention. He shall also submit an annual report to the Council and shall attend, without the right to vote, all its meetings.

(b) The Council may postpone the appointment of the Director for such period as it considers necessary, either on the entry into force of this Convention or on the occurrence of a subsequent vacancy. In this event, it shall appoint a person to act in his stead, the person so appointed to have such powers and responsibilities as the Council may direct.

2. The Director shall be assisted by such scientific, technical, administrative and clerical staff as may be considered necessary and authorized by the Council.

3. All staff shall be appointed and may be dismissed by the Council on the recommendation of the Director. Appointments and dismissals made by the Council shall require a two-thirds majority of all the Member States. The Council may by the same majority delegate powers of appointment and dismissal to the Director. Any such appointment and its termination shall be in accordance with staff regulations to be adopted by the Council by the same majority. Any scientists, not members of the staff, who are invited by the Council to carry out research in the Laboratory, shall be subject to the authority of the Director and to such general conditions as may be approved by the Council.

4. The responsibilities of the Director and the staff in regard to the Organization shall be exclusively international in character. In the discharge of their duties they shall not seek or receive instructions from any government or from any authority external to the Organization. Each Member State shall respect the international character of the responsibilities of the Director and the staff, and not seek to influence them in the discharge of their duties.

## Article VII

*Financial Contributions*

1. Each Member State shall contribute both to the capital expenditure and to the current operating expenses of the Organization

(a) for the period ending on the thirty-first of December, 1956, as set out in the Financial Protocol annexed to this Convention, and, thereafter;

(b) conformément à un barème établi tous les trois ans par le Conseil, à la majorité des deux tiers de tous les Etats Membres, sur la base de la moyenne du revenu national net, au coût des facteurs de chaque Etat Membre pendant les trois plus récentes années pour lesquelles il existe des statistiques. Toutefois

(i) aucun Etat Membre ne sera tenu de payer des contributions au programme de base dépassant 25 % du montant total des contributions fixées par le Conseil pour couvrir les frais de ce programme;

(ii) le Conseil peut décider, à la majorité des deux tiers de tous les Etats Membres, de tenir compte de circonstances spéciales à un Etat Membre et modifier sa contribution en conséquence.

2. Les contributions qu'un Etat Membre doit verser en vertu du paragraphe 1 ci-dessus sont calculées en fonction des activités déterminées pour lesquelles il a accepté de verser une contribution, et utilisées seulement pour ces activités. Lorsque certains Etats Membres ne participent pas à un programme supplémentaire, le Conseil établit un barème spécial pour les Etats participant à ce programme, en suivant les règles indiquées à l'alinéa (b) du paragraphe 1 ci-dessus, mais sans tenir compte de la condition visée sous (i).

(3) (a) Le Conseil exigera des Etats qui deviendront parties à cette Convention après le 31 décembre 1954 de verser, outre leur contribution aux dépenses futures d'immobilisation et aux dépenses courantes de fonctionnement, une contribution spéciale aux frais d'immobilisation précédemment encourus par l'Organisation. Le montant de cette contribution spéciale sera fixé par le Conseil à la majorité des deux tiers de tous les Etats Membres.

(b) Toutes les contributions versées conformément aux dispositions de l'alinéa (a) ci-dessus serviront à diminuer les contributions des autres Etats Membres.

4. Les contributions dues en vertu du présent Article doivent être versées conformément au Protocole financier, annexe à la présente Convention.

5. Le Directeur peut, en se conformant aux directives éventuelles du Conseil, accepter des dons et legs faits à l'Organisation, s'ils ne sont pas l'objet de conditions incompatibles avec les buts de l'Organisation.

## Article VIII

### *Coopération avec l'UNESCO et avec d'autres organisations*

L'Organisation coopère avec l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture. Elle peut également, sur décision du Conseil prise à la majorité des deux tiers de tous les Etats Membres, coopérer avec d'autres organisations.

(b) in accordance with a scale which shall be decided every three years by the Council by a two-thirds majority of all the Member States, and shall be based on the average net national income at factor cost of each Member State for the three latest preceding years for which statistics are available, except that

(i) no Member State shall, in respect of the basic programme, be required to pay contributions in excess of twenty-five per cent of the total amount of contributions assessed by the Council to meet the cost of that programme;

(ii) the Council may decide, by a two-thirds majority of all the Member States, to take into account any special circumstances of a Member State and adjust its contribution accordingly.

2. The contributions to be paid by a Member State under paragraph 1 of this Article shall be calculated in respect of, and applied only to, the specific activities to which it has agreed to contribute. In the event of some Member States not participating in a supplementary programme, the Council shall assess the scale of contributions to that programme among the participating Member States on the basis stated in sub-paragraph (b) of paragraph 1 above, but, for this purpose, proviso (i) shall be disregarded.

3. (a) The Council shall require States which become parties to this Convention after the thirty-first of December, 1954, to make a special contribution towards the capital expenditure of the Organization already incurred, in addition to contributing to future capital expenditure and current operating expenses. The amount of this special contribution shall be fixed by the Council by a two-thirds majority of all the Member States.

(b) All contributions made in accordance with the provisions of sub-paragraph (a) above shall be applied in reducing the contributions of the other Member States.

4. Contributions due under the provisions of this Article shall be paid in accordance with the Financial Protocol annexed to this Convention.

5. The Director may, subject to any directions given by the Council, accept gifts and legacies to the Organization provided that such gifts or legacies are not subject to any conditions inconsistent with the purposes of the Organization.

## Article VIII

### *Co-operation with UNESCO and with other organizations*

The Organization shall co-operate with the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization. It may also, by a decision of the Council taken by a two-thirds majority of all the Member States, co-operate with other organizations and institutions.

## Article IX

### *Statut juridique*

L'Organisation jouit de la personnalité juridique sur le territoire métropolitain de chaque Etat Membre. L'Organisation, les représentants des Etats Membres au Conseil, les membres de tous organes subsidiaires créés en vertu du paragraphe 10 de l'Article V, le Directeur et les membres du personnel de l'Organisation jouissent, sur le territoire métropolitain des Etats Membres, et dans le cadre d'accords à conclure par l'Organisation avec chaque Etat Membre intéressé, des privilèges et immunités qui seraient jugés nécessaires à l'accomplissement des fonctions de l'Organisation. L'accord qui sera conclu entre l'Organisation et l'Etat Membre sur le territoire duquel elle a son siège contiendra, en plus des dispositions relatives aux privilèges et immunités, celles qui sont nécessaires pour le règlement des rapports particuliers entre l'Organisation et cet Etat Membre.

## Article X

### *Amendements*

1. Le Conseil peut recommander aux Etats Membres des amendements à la présente Convention et au Protocole financier annexe. Tout Etat Membre désireux de proposer un amendement, le notifie au Directeur. Celui-ci communique aux Etats Membres les amendements ainsi notifiés au moins trois mois avant leur examen par le Conseil.

2. A moins qu'ils ne portent sur le Protocole financier annexe, les amendements recommandés par le Conseil doivent être acceptés par écrit par tous les Etats Membres. Ils entrent en vigueur trente jours après réception par le Directeur des déclarations d'acceptation de tous les Etats Membres. Le Directeur informe les Etats Membres de la date à laquelle les amendements entrent ainsi en vigueur.

3. Le Conseil peut, à la majorité des deux tiers de tous les Etats Membres, amender le Protocole financier annexe à la présente Convention à condition qu'un tel amendement ne soit en contradiction avec les dispositions de la Convention. Ces amendements entrent en vigueur à la date décidée par le Conseil à la même majorité. Le Directeur informe tous les Etats Membres des amendements ainsi adoptés et de la date de leur entrée en vigueur.

## Article XI

### *Différends*

Tout différend entre deux ou plusieurs Etats Membres au sujet de l'interprétation ou de l'application de la présente Convention, qui

## Article IX

### *Legal Status*

The Organization shall have legal personality in the metropolitan territories of all Member States. The Organization and the representatives of Member States on the Council, the members of any subordinate bodies established under paragraph 10 of Article V, the Director and the members of the staff of the Organization shall be accorded, in the metropolitan territories of Member States, by virtue of agreements to be concluded between the Organization and each Member State concerned, such privileges and immunities if any as they agree to be necessary for the exercise of the functions of the Organization. The agreement to be concluded between the Organization and the Member State, on the territory of which the Organization shall be established, shall contain, in addition to provisions concerning privileges and immunities, provisions regulating the special relations between the Organization and that Member State.

## Article X

### *Amendments*

1. The Council may recommend amendments of this Convention and of the annexed Financial Protocol to Member States. Any Member State which wishes to propose an amendment shall notify the Director thereof. The Director shall inform all Member States of any amendment so notified at least three months before it is discussed by the Council.

2. Any amendment, other than an amendment of the Financial Protocol annexed to this Convention, recommended by the Council, shall require acceptance in writing by all Member States. It shall come into force thirty days after the Director has received notifications of acceptance from all Member States. The Director shall inform all Member States of the date on which the amendment shall thus come into force.

3. The Council may amend the Financial Protocol annexed to this Convention by a two-thirds majority of all the Member States provided that such amendment does not conflict with the Convention. Any such amendment shall come into force on a date to be decided by the Council by the same majority. The Director shall inform all Member States of each such amendment and of the date on which it shall come into force.

## Article XI

### *Disputes*

Any dispute between two or more Member States concerning the interpretation or application of this Convention, which is not settled

ne pourra être réglé par l'entremise du Conseil, sera soumis à la Cour Internationale de Justice, à moins que les Etats Membres intéressés n'acceptent d'un commun accord un autre mode de règlement.

## Article XII

### *Retrait*

Après que cette Convention aura été en vigueur pendant sept années, tout Etat Membre pourra notifier par écrit au Directeur qu'il se retire de l'Organisation. Un tel retrait prend effet à la fin de l'exercice financier au cours duquel il a été notifié, lorsque la notification a eu lieu dans les neuf premiers mois de cet exercice financier. Lorsque la notification a eu lieu dans les trois derniers mois d'un exercice financier, elle prend effet à la fin de l'exercice financier suivant.

## Article XIII

### *Inexécution des obligations*

Tout Etat Membre qui ne remplit pas les obligations découlant de la présente Convention cesse d'être membre de l'Organisation à la suite d'une décision du Conseil prise à la majorité des deux tiers de tous les Etats Membres.

## Article XIV

### *Dissolution*

L'Organisation sera dissoute si le nombre des Etats Membres se réduit à moins de cinq. Elle pourra être dissoute à tout moment par accord entre les Etats Membres. Sous réserve de tout accord qui pourrait être conclu entre les Etats Membres au moment de la dissolution, l'Etat, sur le territoire duquel se trouvera le siège de l'Organisation à ce moment, sera responsable de la liquidation et l'actif sera réparti entre les Etats Membres de l'Organisation au moment de la dissolution, au prorata des contributions effectivement versées par eux depuis qu'ils sont parties à la présente Convention. En cas de passif, celui-ci sera pris en charge par ces mêmes Etats au prorata des contributions fixées pour l'exercice financier en cours.

## Article XV

### *Signature*

La présente Convention et le Protocole financier annexe qui en est une partie intégrante seront, jusqu'au 31 décembre 1953, ouverts à la signature de tout Etat remplissant les conditions établies au paragraphe 1 de l'Article III.



by the good offices of the Council, shall be submitted to the International Court of Justice, unless the Member States concerned agree on some other mode of settlement.

## Article XII

### *Withdrawal*

After this Convention has been in force for seven years a Member State may give notice in writing to the Director of withdrawal from the Organization. Such withdrawal shall take effect at the end of the financial year in which it is notified if the notice is given during the first nine months of that financial year. If the notice is given in the last three months of the financial year, it shall come into effect at the end of the next financial year.

## Article XIII

### *Non-fulfilment of Obligations*

If a Member State fails to fulfil its obligations under this Convention, it shall cease to be a member of the Organization on a decision of the Council taken by a two-thirds majority of all the Member States.

## Article XIV

### *Dissolution*

The Organization shall be dissolved if at any time there are less than five Member States. It may be dissolved at any time by agreement between the Member States. Subject to any agreement which may be made between Member States at the time of dissolution, the State on the territory of which the seat of the Organization is at that time established shall be responsible for the liquidation, and the surplus shall be distributed among those States, which are members of the Organization at the time of the dissolution, in proportion to the contributions actually made by them from the dates of their becoming parties to this Convention. In the event of a deficit this shall be met by the existing Member States in the same proportions as those in which their contributions have been assessed for the financial year then current.

## Article XV

### *Signature*

This Convention and the annexed Financial Protocol, which is an integral part thereof, shall be open for signature until the thirty-first of December, 1953, by any State which satisfies the conditions laid down in paragraph 1 of Article III.

## Article XVI

### *Ratification*

1. La présente Convention et le Protocole financier annexe sont soumis à ratification.

2. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture.

## Article XVII

### *Adhésion*

1. Tout Etat non signataire de la présente Convention et du Protocole financier annexe peut y adhérer dès le 1er janvier 1954 s'il remplit les conditions fixées par les paragraphes 1 ou 2 de l'Article III.

2. Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture.

## Article XVIII

### *Entrée en vigueur*

1. La présente Convention et le Protocole financier annexe entreront en vigueur quand sept Etats auront ratifié ces instruments ou y auront adhéré, à condition:

(a) que le total de leurs contributions selon le barème figurant à l'Annexe du Protocole financier atteigne au moins 75 %; et

(b) que la Suisse, pays sur le territoire duquel se trouvera le siège de l'Organisation, figure parmi ces sept Etats.

2. Pour tout autre Etat signataire ou adhérent la Convention et le Protocole financier annexe entreront en vigueur à la date du dépôt de son instrument de ratification ou d'adhésion.

## Article XIX

### *Notifications*

1. Le dépôt de chaque instrument de ratification ou d'adhésion et l'entrée en vigueur de la présente Convention seront notifiés par le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture aux Etats signataires ou adhérents, ainsi qu'aux autres Etats ayant pris part à la Conférence pour l'organisation des études concernant l'établissement d'un laboratoire européen de recherches nucléaires réunie à Paris en décembre 1951 et à Genève en février 1952.

2. Le Directeur de l'Organisation adressera une notification à tous les Etats Membres et au Directeur général de l'Organisation

## Article XVI

*Ratification*

1. This Convention and the annexed Financial Protocol shall be subject to ratification.

2. Instruments of ratification shall be deposited with the Director General of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization.

## Article XVII

*Accession*

1. Any State, not a signatory of this Convention, which satisfies the conditions laid down in paragraphs 1 or 2 of Article III, may accede to the Convention and the Financial Protocol as from the first of January, 1954.

2. Instruments of accession shall be deposited with the Director General of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization.

## Article XVIII

*Entry into force*

1. This Convention and the annexed Financial Protocol shall enter into force when seven States have ratified, or acceded to, these instruments provided that

(a) the total of their percentage contributions on the scale set out in the Annex to the Financial Protocol amounts to not less than seventy-five per cent, and

(b) Switzerland, being the country in which the seat of the Organization is to be established, shall be among such seven States.

2. This Convention and the annexed Financial Protocol shall enter into force for any other signatory or acceding State on the deposit of its instrument of ratification or accession, as the case may be.

## Article XIX

*Notifications*

1. The Director General of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization shall notify all signatory and acceding States, and all other States which took part in the Conference for the organization of studies concerning the establishment of a European Nuclear Research Laboratory held at Paris in December, 1951, and at Geneva in February, 1952, of the deposit of each instrument of ratification or accession, and of the entry into force of this Convention.

2. The Director of the Organization shall notify all Member States and the Director General of the United Nations Educational, Scien-

des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture, chaque fois qu'un Etat Membre se retirera de l'Organisation ou cessera d'en faire partie.

## Article XX

### *Enregistrement*

Dès l'entrée en vigueur de la présente Convention, le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture la fera enregistrer auprès du Secrétaire général des Nations Unies, conformément à l'Article 102 de la Charte des Nations Unies.

En foi de quoi les représentants soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs Gouvernements respectifs, ont signé la présente Convention.

Fait à Paris, ce premier juillet 1953, dans les langues anglaise et française, les deux textes faisant également foi, en un exemplaire unique qui sera déposé dans les archives de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture. Le Directeur général de cette Organisation délivrera une copie certifiée conforme aux Etats signataires ou adhérents, ainsi qu'aux autres Etats ayant pris part à la Conférence pour l'organisation des études concernant l'établissement d'un laboratoire européen de recherches nucléaires.

---

## **Protocole financier annexé à la Convention pour l'établissement d'une Organisation Européenne pour la recherche nucléaire**

Les Etats parties à la Convention pour l'établissement d'une Organisation européenne pour la recherche nucléaire (ci-dessous dénommée „la Convention”),

Désireux d'arrêter des dispositions relatives à l'administration financière de l'Organisation,

Sont convenus de ce qui suit:

### Article 1

#### *Budget*

(1) L'exercice financier de l'Organisation va du 1er janvier au 31 décembre.

(2) Le Directeur soumet au Conseil, pour examen et approbation, au plus tard le 1er septembre de chaque année, des prévisions détaillées de recettes et de dépenses pour l'exercice financier suivant.

tific and Cultural Organization of every withdrawal from, or termination of, membership.

## Article XX

### *Registration*

The Director General of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization shall, upon the entry into force of this Convention, register it with the Secretary General of the United Nations in accordance with Article 102 of the Charter of the United Nations.

In witness whereof, the undersigned representatives, having been duly authorized thereto by their respective Governments, have signed this Convention.

Done at Paris, this first day of July, 1953, in the English and French languages, both texts being equally authoritative, in a single original, which shall be deposited in the archives of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization, the Director General of which shall transmit a certified copy to all signatory and acceding States and to all other States which took part in the Conference for the organization of studies concerning the establishment of a European Nuclear Research Laboratory.

---

## **Financial Protocol annexed to the Convention for the establishment of a European Organization for Nuclear Research**

The States parties to the Convention for the establishment of a European Organization for Nuclear Research (hereinafter referred to as "the Convention"),

Desiring to make provision for the financial administration of the said Organization,

Have agreed as follows:

### Article 1

#### *Budget*

(1) The financial year of the Organization shall run from the first of January to the thirty-first of December.

(2) The Director shall not later than the first of September in each year submit to the Council for consideration and approval detailed estimates of income and expenditure for the following financial year.

(3) Les prévisions de recettes et de dépenses sont groupées par chapitres. Les virements à l'intérieur du budget sont interdits, sauf autorisation du Comité des Finances prévu à l'Article 3. La forme précise des prévisions budgétaires est déterminée par le Comité des Finances sur l'avis du Directeur.

## Article 2

### *Budget additionnel*

Si les circonstances l'exigent, le Conseil peut demander au Directeur de présenter un budget additionnel ou révisé. Aucune résolution, dont l'exécution entraîne des dépenses supplémentaires, ne sera tenue pour approuvée par le Conseil à moins qu'il n'ait également approuvé, sur proposition du Directeur, les prévisions de dépenses correspondantes.

## Article 3

### *Comité des Finances*

Le Conseil crée un Comité des Finances, composé de représentants de cinq Etats Membres, dont les attributions sont déterminées dans un Règlement financier approuvé par le Conseil. Le Directeur soumet au Comité les prévisions budgétaires qui sont ensuite transmises au Conseil avec le rapport du Comité.

## Article 4

### *Contributions*

(1) Pour la période se terminant le 31 décembre 1954, le Conseil établira des prévisions budgétaires provisoires dont les dépenses seront couvertes par des contributions fixées conformément aux dispositions du paragraphe (1) de l'Annexe au présent Protocole.

(2) Pour les exercices financiers de 1955 et 1956, les dépenses figurant dans le budget approuvé par le Conseil seront couvertes par les contributions des Etats Membres en proportion des pourcentages indiqués au paragraphe (2) de l'Annexe au présent Protocole, étant entendu que les dispositions sous (i) et (ii) de l'alinéa (b) du paragraphe 1 de l'Article VII de la Convention s'appliqueront.

(3) A partir du 1er janvier 1957, les dépenses figurant dans le budget approuvé par le Conseil seront couvertes par les contributions des Etats Membres selon les dispositions du paragraphe 1 de l'Article VII de la Convention.

(4) Si un Etat devient membre de l'Organisation après le 31 décembre 1954, les contributions de tous les Etats Membres seront révisées et le nouveau barème aura effet dès le début de l'exercice financier en cours. Des remboursements seront effectués dans la

(3) Estimates of income and expenditure shall be divided under general headings. Transfers within the budget shall not be permitted except by authority of the Finance Committee referred to in Article 3. The exact form of the estimates shall be determined by the Finance Committee on the advice of the Director.

#### Article 2

##### *Supplementary Budget*

The Council may require the Director to present a supplementary or revised budget if circumstances make it necessary. No resolution involving additional expenditure shall be deemed to be approved by the Council until it has approved an estimate submitted by the Director of the additional expenditure involved.

#### Article 3

##### *Finance Committee*

A Finance Committee composed of representatives of five Member States shall be set up by the Council, with such functions as shall be laid down in Financial Rules to be approved by the Council. The Director shall submit the budget estimates to this Committee for examination, after which they shall be transmitted to the Council with the Committee's report thereon.

#### Article 4

##### *Contributions*

(1) For the period ending on the thirty-first of December, 1954, the Council shall make provisional budgetary arrangements, which shall be met by contributions as provided for in paragraph (1) of the Annex to this Protocol.

(2) For the financial years 1955 and 1956, approved budget expenditure shall be met by contributions from Member States, which shall be assessed in the same proportions as the percentage figures set out in paragraph (2) of the Annex to this Protocol, it being understood that the provisos mentioned in (i) and (ii) of subparagraph (b) of paragraph 1 of Article VII of the Convention shall apply.

(3) From the first of January, 1957, approved budget expenditure shall be met by contributions from Member States as provided for in paragraph 1 of Article VII of the Convention.

(4) When any State becomes a member of the Organization after the thirty-first of December, 1954, the contributions of all Member States shall be re-assessed and the new scale shall take effect as from the beginning of the current financial year. Reimbursements shall

mesure nécessaire pour adapter les contributions de tous les Etats Membres au nouveau barème.

(5) (a) Après avoir pris l'avis du Directeur, le Comité des Finances fixe les modalités de paiement des contributions en vue d'assurer un bon financement de l'Organisation.

(b) Le Directeur communique ensuite aux Etats Membres le montant de leurs contributions et les dates auxquelles les versements doivent être effectués.

## Article 5

### *Monnaie pour le paiement des contributions*

(1) Le budget de l'Organisation est établi dans la monnaie du pays où l'Organisation a son siège. Les contributions des Etats Membres sont payables en cette monnaie conformément aux modalités courantes de paiement.

(2) Le Conseil peut toutefois exiger des Etats Membres qu'ils payent une partie de leurs contributions en toute autre monnaie dont l'Organisation a besoin pour accomplir ses tâches.

## Article 6

### *Fonds de roulement*

Le Conseil peut instituer un fonds de roulement.

## Article 7

### *Comptes et vérifications*

(1) Le Directeur fait établir un compte exact de toutes les recettes et dépenses.

(2) Le Conseil désigne des commissaires aux comptes, dont le premier mandat est de trois ans et peut être renouvelé. Ces commissaires sont chargés d'examiner les comptes de l'Organisation, notamment en vue de certifier que les dépenses ont été conformes aux prévisions budgétaires, dans les limites fixées par le Règlement financier prévu à l'Article 3 ci-dessus. Ils accomplissent toute autre fonction définie dans le Règlement financier.

(3) Le Directeur fournit aux commissaires aux comptes toutes les informations et l'assistance dont ils peuvent avoir besoin dans l'accomplissement de leur tâche.

En foi de quoi les représentants soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Protocole.



be made, if necessary, to ensure that the contributions paid by all the Member States for that year are in conformity with the new scale.

(5) (a) The Finance Committee shall in consultation with the Director determine the terms on which payments in respect of contributions shall be made consistently with the proper financing of the Organization.

(b) The Director shall thereafter notify Member States of the amount of their contributions and of the dates on which payments shall be made.

## Article 5

### *Currency of Contributions*

(1) The budget of the Organization shall be expressed in the currency of the country in which the seat of the Organization is established. The contributions of Member States shall be made in that currency in accordance with the payments arrangements currently in force.

(2) The Council may, however, require Member States to pay part of their contributions in any currency which may be needed for the work of the Organization.

## Article 6

### *Working Capital Fund*

The Council may establish a Working Capital Fund.

## Article 7

### *Accounts and Auditing*

(1) The Director shall keep an accurate account of all receipts and disbursements.

(2) The Council shall appoint auditors who will serve for three years in the first instance and may be re-appointed. The auditors shall examine the accounts of the Organization, particularly in order to certify that the expenditure has conformed, within the limits specified in the Financial Rules referred to in Article 3, to the provisions made in the budget, and shall discharge such other functions as are set out in the said Financial Rules.

(3) The Director shall furnish the auditors with such information and help as they may require to carry out their duties.

In witness whereof, the undersigned representatives, having been duly authorized thereto by their respective Governments, have signed this Protocol.

Fait à Paris, ce premier juillet 1953, dans les langues anglaise et française, les deux textes faisant également foi, en un exemplaire unique qui sera déposé dans les archives de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture. Le Directeur général de cette Organisation délivrera une copie certifiée conforme aux Etats signataires ou adhérents, ainsi qu'aux autres Etats ayant pris part à la Conférence pour l'organisation des études concernant l'établissement d'un laboratoire européen de recherches nucléaires.

---

## ANNEXE

(1) *Contributions pour la période se terminant le 31 décembre 1954.*

(a) Les Etats qui seront parties à la Convention à la date de son entrée en vigueur et ceux qui deviendront membres de l'Organisation au cours de la période se terminant le 31 décembre 1954 supporteront ensemble la totalité des dépenses figurant dans les mesures budgétaires provisoires que le Conseil pourra établir selon le paragraphe (1) de l'Article 4.

(b) Les contributions des Etats qui seront membres de l'Organisation au moment où le Conseil établira pour la première fois de telles mesures budgétaires provisoires, seront fixées, à titre provisoire, selon le paragraphe (2) de l'Article 4 en tenant compte des conditions (i) et (ii) de l'alinéa (b) du paragraphe 1 de l'Article VII de la Convention, sauf que dans la condition (i) le chiffre de 25 % sera censé être remplacé par 30 %.

(c) Les contributions des Etats qui deviendront membres de l'Organisation entre les premières mesures budgétaires provisoires et le 31 décembre 1954 seront fixées à titre provisoire de telle sorte que les contributions de tous les Etats Membres soient proportionnelles aux pourcentages indiqués au paragraphe (2) de la présente Annexe. Les contributions de ces nouveaux membres serviront soit, comme il est prévu à l'alinéa (d) ci-dessous, à rembourser ultérieurement une partie des contributions provisoires antérieurement versées par les autres Etats Membres, soit à couvrir de nouvelles allocations budgétaires approuvées par le Conseil au cours de cette période.

(d) Le montant définitif des contributions dues pour la période se terminant le 31 décembre 1954 par tous les Etats qui seront membres de l'Organisation à cette date, sera établi avec effet rétroactif sur la base du budget d'ensemble de la dite période, de telle sorte qu'il soit celui qu'il aurait été si tous ces Etats avaient été parties à la Convention au moment de son entrée en vigueur. Toute

Done at Paris, this first day of July, 1953, in the English and French languages, both texts being equally authoritative, in a single original, which shall be deposited in the archives of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization, the Director General of which shall transmit a certified copy to all signatory and acceding States and to all other States which took part in the Conference for the organization of studies concerning the establishment of a European Nuclear Research Laboratory.

---

## ANNEX

(1) *Contributions for the period ending on the 31st of December, 1954.*

(a) The States which are parties to the Convention on the date of its entry into force, together with any other States which may become members of the Organization during the period ending on the 31st of December, 1954, shall between them contribute the whole of the sums required by such provisional budgetary arrangements as the Council may take under paragraph (1) of Article 4.

(b) The contributions of the States, which are members of the Organization when the Council first makes such provisional budgetary arrangements, shall be provisionally assessed on the basis set out in paragraph (2) of Article 4, subject to the provisos mentioned in (i) and (ii) of sub-paragraph (b) of paragraph 1 of Article VII of the Convention, except that in proviso (i) thirty per cent shall be deemed to be substituted for twenty-five per cent.

(c) The contributions of the States which become members of the Organization during the period between the first occasion on which provisional budgetary arrangements have been made and the 31st of December, 1954, shall be provisionally assessed in such a manner that the relative proportions between the provisional contributions of all Member States are the same as between the percentage figures set out in paragraph (2) of this Annex. Such contributions will serve either, as provided for in sub-paragraph (d) below, to reimburse subsequently part of the provisional contributions previously paid by the other Member States, or to meet additional budgetary appropriations approved by the Council during that period.

(d) The final contributions due for the period ending on the 31st of December, 1954, from all the States which are members of the Organization on that date shall be retroactively assessed after that date on the basis of the total budget for the said period, so that they shall be those which they would have been if all these States had become parties to the Convention on the date of its entry

somme payée par un Etat Membre en plus du montant fixé rétroactivement pour sa contribution sera portée au crédit de cet Etat.

(e) Si tous les Etats mentionnés dans le barème figurant au paragraphe (2) de la présente Annexe sont devenus membres de l'Organisation avant le 31 décembre 1954, les taux de leurs contributions pour le budget d'ensemble de la période seront ceux qui sont indiqués dans ce barème.

(2) *Barème de base pour le calcul des contributions pendant la période se terminant le 31 décembre 1956.*

	Pourcentages
Belgique .....	4,88
Danemark .....	2,48
France .....	23,84
République fédérale d'Allemagne .....	17,70
Grèce .....	0,97
Italie .....	10,20
Pays-Bas .....	3,68
Norvège .....	1,79
Suède .....	4,98
Suisse .....	3,71
Royaume Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord .....	23,84
Yougoslavie .....	1,93
Total .....	100,00

Pour la République Fédérale d'Allemagne  
For the German Federal Republic

(s) W. HEISENBERG  
*subject to ratification*

Pour le Royaume de Belgique  
For the Kingdom of Belgium

(s) J. WILLEMS  
*sous réserve de ratification*

Pour le Royaume de Danemark  
For the Kingdom of Denmark

into force. Any sum paid by a Member State in excess of its contribution thus retroactively assessed shall be placed to the credit of that Member State.

(e) If all the States specified in the scale set out in paragraph (2) of this Annex have become members of the Organization before the 31st of December, 1954, their percentage contributions to the total budget for that period shall be those set out in that scale.

(2) *Scale to serve as a basis for the assessment of contributions during the period ending on the 31st of December, 1956.*

	Percentage
Belgium .....	4.88
Denmark .....	2.48
France .....	23.84
German Federal Republic .....	17.70
Greece .....	0.97
Italy .....	10.20
Netherlands .....	3.68
Norway .....	1.79
Sweden .....	4.98
Switzerland .....	3.71
United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland .....	23.84
Yugoslavia .....	1.93
Total .....	100.00

Pour la République Française  
For the French Republic

(s) ALEXANDRE PARODI

(s) ROBERT VALEUR

(s) F. PERRIN

*sous réserve de ratification*

Pour le Royaume de Grèce  
For the Kingdom of Greece

(s) N. EMBIRIKOS

*sous réserve de ratification*

Pour l'Italie  
For Italy

- (s) GUSTAVO COLONNETTI
- (s) ANTONIO PENNETTA  
*sous réserve de ratification*

Pour le Royaume de Norvège  
For the Kingdom of Norway

Pour le Royaume des Pays-Bas  
For the Kingdom of the Netherlands

- (s) J. H. BANNIER  
*subject to ratification*

Pour le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord  
For the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland

- (s) B. LOCKSPEISER  
*subject to ratification*

Pour le Royaume de Suède  
For the Kingdom of Sweden

- (s) IVAR WALLER
- (s) TORSTEN GUSTAFSON  
*subject to ratification*

Pour la Confédération Suisse  
For the Confederation of Switzerland

Pour la République Fédérative Populaire de Yougoslavie  
For the Federal People's Republic of Yugoslavia

- (s) PAVLE SAVIĆ  
*sous réserve de ratification*

#### D. GOEDKEURING

Het Verdrag en het Protocol behoeven de goedkeuring van de Staten-Generaal, ingevolge art. 60, lid 2, van de Grondwet, alvorens te kunnen worden bekrachtigd.

#### E. BEKRACHTIGING

Bekrachtiging van het Verdrag en van het Protocol is voorzien in art. XVI van het Verdrag.

#### G. INWERKINGTREDING

Het Verdrag en het Protocol met Bijlage zullen ingevolge art. XVIII, eerste lid, van het Verdrag in werking treden zodra 7 Staten, die voldoen aan de in dat artikel gestelde voorwaarden, het Verdrag en het Protocol hebben bekrachtigd.

#### J. GEGEVENS

De tekst van de op 15 Februari 1952 te Genève gesloten Overeenkomst houdende de instelling van een Raad van vertegenwoordigers van Europese Staten tot bestudering van de plannen voor een internationaal laboratorium en de organisatie van andere vormen van samenwerking op het gebied van kernfysisch onderzoek, naar welke Overeenkomst wordt verwezen in de preambule en in art. III, eerste lid, van het Verdrag, is geplaatst in *Trbl.* 1952 No. 138.

De tekst van de op 30 Juni 1953 te Parijs gesloten Aanvullende Overeenkomst tot verlenging van de hierboven genoemde Overeenkomst van Genève, naar welke Aanvullende Overeenkomst wordt verwezen in de preambule van het Verdrag, is geplaatst in *Trbl.* 1953 No. 63.

Het Statuut van de Organisatie der Verenigde Naties voor Onderwijs, Wetenschap en Cultuur, naar welke Organisatie wordt verwezen in art. VIII en elders in het Verdrag, is bekendgemaakt bij Koninklijk besluit van 25 Februari 1947 in *Stb.* No. H 62.

Van de conferentie waarbij over het onderhavige Verdrag overeenstemming werd bereikt, volgt hieronder de slotakte:

## Acte Final de la Conférence pour la Constitution d'une Organisation Européenne pour la Recherche Nucléaire

Sur l'invitation du Conseil Européen pour la Recherche Nucléaire, institué par l'Accord du quinze février 1952, portant création d'un Conseil de Représentants d'Etats Européens pour l'étude des plans d'un laboratoire international et l'organisation d'autres formes de coopération dans la recherche nucléaire, une Conférence s'est tenue à Paris, le premier juillet 1953, au Ministère des Affaires Etrangères, avec la participation des représentants des Etats suivants:

Belgique, Danemark, France, Grèce, Italie, Norvège, Pays-Bas, République Fédérale Allemande, Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord, Suède, Suisse, Yougoslavie.

La Conférence a appelé à sa présidence M. J. H. Bannier, délégué des Pays-Bas.

La Conférence, prenant acte du Rapport présenté par le Conseil Européen pour la Recherche Nucléaire conformément à la section 2 de l'Article III de l'Accord du quinze février 1952, a approuvé les textes de la Convention pour l'établissement d'une Organisation Européenne pour la Recherche Nucléaire et du Protocole financier, annexe à cette Convention.

La Convention et le Protocole financier annexe, qui en fait partie intégrante, seront ouverts à la signature du premier juillet 1953 au trente-et-un décembre 1953, au siège de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture, à Paris.

La Conférence a, en outre, adopté les résolutions suivantes:

### *Résolution Numéro 1*

La Conférence prie le Secrétaire général du Conseil Européen pour la Recherche Nucléaire de convoquer à Genève la première réunion du Conseil de l'Organisation Européenne pour la Recherche Nucléaire, dans un délai maximum de trois mois à partir de l'entrée en vigueur de la Convention. Elle lui confie également la tâche d'établir l'Ordre du Jour provisoire et de prendre les mesures utiles pour la préparation de cette réunion.

### *Résolution Numéro 2*

La Conférence recommande au Conseil de l'Organisation Européenne pour la Recherche Nucléaire d'accepter le transfert:

(1) des biens du Conseil Européen pour la Recherche Nucléaire, et de toute obligation financière, comprenant en particulier le solde



## Final Act of the Conference for the Constitution of a European Organization for Nuclear Research

On the invitation of the European Council for Nuclear Research established by the Agreement of the fifteenth of February, 1952, constituting a Council of Representatives of European States for planning an international laboratory and organizing other forms of co-operation in nuclear research, a Conference was held at Paris on the first of July, 1953, at the Ministry of Foreign Affairs, in which representatives of the following States took part:

Belgium, Denmark, France, German Federal Republic, Greece, Italy, Netherlands, Norway, Sweden, Switzerland, United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, Yugoslavia.

The Conference invited Mr. J. H. Bannier, delegate of the Netherlands, to act as Chairman.

The Conference, having taken into consideration the Report presented by the European Council for Nuclear Research made pursuant to section 2 of Article III of the Agreement of the fifteenth of February, 1952, approved the text of the Convention for the establishment of a European Organization for Nuclear Research, and of the Financial Protocol annexed thereto.

The Convention and the annexed Financial Protocol, which is an integral part thereof, are open for signature from the first of July, 1953, to the thirty-first of December, 1953, at the seat of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization at Paris.

The Conference in addition adopted the following Resolutions:

### *Resolution Number 1*

The Conference requests the Secretary General of the European Council for Nuclear Research to convene at Geneva the first meeting of the Council of the European Organization for Nuclear Research within three months from the entry into force of the Convention. It also requests him to draw up a provisional agenda, and to make the necessary preparations for holding the said meeting.

### *Resolution Number 2*

The Conference recommends to the Council of the European Organization for Nuclear Research to accept the transfer to it of

(1) the resources, including all the assets and liabilities, of the European Council for Nuclear Research, and its designs, documents

de ses ressources financières ainsi que les plans, documents et matériels de toute nature acquis par le Conseil Européen pour la Recherche Nucléaire;

(2) des obligations contractuelles du Conseil Européen pour la Recherche Nucléaire envers les membres de son personnel.

#### *Résolution Numéro 3*

La Conférence recommande au Conseil de l'Organisation Européenne pour la Recherche Nucléaire, quand il conclura avec l'Etat où se trouvera son siège l'accord prévu à l'article IX de la Convention, d'insérer dans cet accord, conformément aux précédents établis pour d'autres organisations internationales, des dispositions prévoyant qu'en cas de crise internationale en Europe l'Etat où se trouvera son siège garde le droit de prendre toute mesure appropriée dans l'intérêt de sa sécurité. Parmi ces dispositions figurera une invitation audit Etat de se mettre, dans cette éventualité et aussi rapidement que les circonstances le permettront, en rapport avec l'Organisation en vue d'arrêter d'un commun accord les mesures nécessaires à la protection des intérêts de l'Organisation.

#### *Résolution Numéro 4*

La Conférence prie le Conseil Européen pour la Recherche Nucléaire de préparer dès maintenant le projet de l'accord entre l'Organisation et l'Etat où sera établi son siège, mentionné à l'Article IX de la Convention, en tenant compte des termes de la résolution Numéro 3 ci-dessus, afin que la conclusion de cet accord puisse intervenir sans retard après l'entrée en vigueur de la Convention.

#### *Résolution Numéro 5*

La Conférence prend acte du fait qu'un groupe d'Etats, désireux d'assurer la participation, en qualité de membres effectifs, de la Yougoslavie et de la Grèce aux activités de l'Organisation Européenne pour la Recherche Nucléaire, sont prêts à verser volontairement, à partir de la date d'entrée en vigueur de la Convention jusqu'au trente-et-un décembre 1956, un montant qui ne dépassera pas la différence entre la somme due par la Yougoslavie et la Grèce en vertu du Protocole financier, annexe à la Convention, et la somme correspondant à des pourcentages réduits respectivement à 0.65 pourcent et à 0.35 pourcent pour ces deux Etats.

La Conférence prend acte que ce groupe comprend les Etats suivants:

Belgique  
Danemark  
France

and materials of all kinds; and

(2) the contractual obligations of the European Council for Nuclear Research in respect of its staff.

*Resolution Number 3*

The Conference recommends the Council of the European Organization for Nuclear Research to insert, in the agreement referred to in Article IX of the Convention to be concluded with the State on the territory of which the seat of the Organization will be established, provisions ensuring that, in the event of an international emergency in Europe, that State shall have the right to take all appropriate measures in the interest of its security in accordance with precedents established for other international organizations. The agreement shall provide for the State concerned, in such circumstances, to approach the Organization as soon as possible in order to reach agreement on the measures necessary to safeguard the interests of the Organization.

*Resolution Number 4*

The Conference requests the European Council for Nuclear Research, having due regard to Resolution Number 3 above, to prepare without delay a draft of the agreement, referred to in Article IX of the Convention, between the Organization and the State on the territory of which the seat of the Organization will be established, in order that the said agreement may be concluded as soon as possible after the entry into force of the Convention.

*Resolution Number 5*

The Conference takes note of the fact that a group of States, which wish to ensure the participation as full members of Yugoslavia and Greece in the work of the European Organization for Nuclear Research, are willing between them to pay voluntarily, from the date of the entry into force of the Convention until the thirty-first of December, 1956, not more than the difference between the sum due by Yugoslavia and Greece under the annexed Financial Protocol, and the sum represented by percentage contributions reduced for them to 0.65 per cent and 0.35 per cent respectively.

The Conference further notes that the group comprises the following States:

Belgium  
Denmark  
France

Norvège (sous réserve de confirmation)  
Pays-Bas  
République fédérale allemande  
Royaume-Uni  
Suisse

et que la différence mentionnée ci-dessus sera répartie entre ces Etats en proportion des pourcentages figurant à l'Annexe du Protocole financier.

*Résolution Numéro 6*

La Conférence recommande au Conseil de l'Organisation Européenne pour la Recherche Nucléaire que les Etats Membres soient représentés à tour de rôle au sein du Comité des Finances, dont la nomination est prévue à l'Article 3 du Protocole financier, de façon à assurer que tous les Etats Membres en aient fait partie après un certain nombre d'années.

Les textes anglais et français des résolutions ci-dessus font également foi.

Paris, ce premier juillet 1953.

(s) J. H. BANNIER  
Président de la Conférence

---

German Federal Republic  
Netherlands  
Norway (subject to confirmation)  
Switzerland  
United Kingdom

and that the difference referred to above shall be shared between these States in proportion to the percentage figures set out in the Annex to the Financial Protocol.

*Resolution Number 6*

The Conference recommends to the Council of the European Organization for Nuclear Research that Member States should be represented in turn on the Finance Committee to be set up under Article 3 of the Financial Protocol, so as to ensure that, over a period of years, all Member States shall be represented on the Committee.

The English and French texts of the above Resolutions shall be equally authoritative.

Dated at Paris the first day of July, 1953.

(sd) J. H. BANNIER  
Chairman of the Conference

---

Uitgegeven de *twintigste* Augustus 1953.

*De Minister van Buitenlandse Zaken a.i.,*  
J. LUNS.